

Direction du Bulletin et Siège de l'Association : 19, rue Dagorno, P a r i s - XII^e
Tél. DID. 42-43

UN TRAIT DE PLUME NE SUFFIT PAS

La voix sèche d'un speaker a annoncé, le 19 avril au soir, à la Radio de Prague, la fermeture, décidée par le gouvernement tchécoslovaque, de l'Institut Ernest Denis de Prague et des Maisons de France à Brno et à Bratislava. D'ordre des autorités tchèques, ces institutions ont dû cesser leurs activités le jour même et fermer leurs locaux à la date du 1er mai.

Il serait parfaitement inutile d'accorder la moindre attention aux prétextes invoqués par le gouvernement de Prague pour justifier sa décision. Les raisons en sont claires : après les mesures prises à l'encontre des institutions britanniques et américaines en Tchécoslovaquie, le gouvernement de Prague élimine, pour plaire à Moscou, les institutions françaises et rompt ainsi les derniers liens qui pouvaient encore rattacher sur leur sol martyrisé les Tchèques et les Slovaques avec l'expression d'une culture libre.

Mais si ces prétextes ne trompent personne en Tchécoslovaquie et en France et ne relèvent que du mépris, la suppression d'une institution comme l'Institut Ernest Denis retentira douloureusement au cœur de toute la nation tchécoslovaque. Ernest Denis, est-il besoin de le rappeler, est aussi cher aux Tchèques et aux Slovaques que les grands "éveilleurs" de leur histoire. Sans Denis, c'est-à-dire sans la France, les pays tchèques et la Slovaquie opprimés eussent-ils pu trouver à Paris, durant la première Guerre mondiale, les appuis nécessaires et autorisés dans leur lutte pour l'indépendance ? Sans les œuvres d'Ernest Denis, le monde eût-il pris pleinement conscience du malheur du peuple tchèque et de ses aspirations ? Quand nous disons que la création de l'Institut Ernest Denis à Prague, il y a près de trente ans, fut un acte de reconnaissance, d'amitié et de foi, jamais de tels mots ne sont aussi pleins, aussi vrais. Et nous avons le droit et le devoir, "Amitié franco-tchécoslovaque", dont la raison d'être est de prolonger l'œuvre de Denis dans l'esprit de Denis, de l'affirmer avec toute la force et la conviction dont nous sommes capables.

Au cours de l'occupation, les Allemands firent disparaître de la Place de Malá Strana, à Prague, la statue d'Ernest Denis. Les communistes tchèques effacent aujourd'hui jusqu'au nom de Denis de l'immeuble qui fut pour les Tchèques, de Munich à la Libération, un centre de résistance et de combat. Mais ce n'est pas un trait de plume au bas d'une note officielle qui raye des siècles d'amitié et des souvenirs qui ne périront pas.

UNE SOIREE DU SOUVENIR.

L'Amitié franco-tchécoslovaque avait été certainement bien inspirée en choisissant le 7 mars dernier - jour anniversaire de la naissance du Président T.G. MASARYK - pour célébrer la mémoire de Jan MASARYK, le Ministre des Affaires étrangères tragiquement disparu le 10 mars 1948, au lendemain du "coup de Prague". C'est en tout cas ce qu'a semblé indiquer le nombreux auditoire qui avait répondu à son appel et qui emplissait, ce soir-là, la grande salle de la Société de Géographie.

Placée sous la présidence effective de M. le Général FAUCHER qui, le premier, évoqua le souvenir de l'homme d'état avec lequel il fut en relations pendant de longues années, cette manifestation avait réuni autour de l'ancien Chef de la Mission militaire française en Tchécoslovaquie d'éminentes personnalités d'opinions politiques différentes mais unanimes dans l'hommage rendu au Ministre dont la mort suivit de si près la mainmise communiste sur son pays, M. Rémy ROURE, le journaliste bien connu, qui, au temps de sa déportation dans les camps nazis, fut le compagnon de souffrance de tant de Tchèques et de Slovaques, tint à dire, de la façon la plus simple mais la plus pénétrante, toute sa sympathie pour l'ensemble de la nation tchécoslovaque dont les luttes répétées pour la liberté émaillent l'histoire de l'Europe, puis M. Jean COUTARD, membre du Comité exécutif du Parti radical-socialiste, rendit plus spécialement hommage à Jan MASARYK.

Ce fut ensuite le tour du militant socialiste Salomon GRUMBACH, ancien Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée constituante, qui, au cours de sa longue carrière politique, a bien connu les deux MASARYK et qui caractérise l'un et l'autre, leur idéal étant le même sous des dehors apparemment très différents; l'orateur se refuse à poser la question des circonstances de la mort de Jan: en tout état de cause, le Ministre des Affaires étrangères a été assassiné parce que, dans son pays, on venait d'assassiner la liberté; s'il est néanmoins parti librement, le dernier reste de liberté dont il a joui fut de quitter le monde avec l'idée que la République tchécoslovaque ressuscitera. Enfin le Président Georges BIDAULT qui, en dépit de la crise ministérielle et des atteintes de la grippe, avait tenu à s'associer à cette manifestation et dont l'arrivée à la tribune avait été saluée de longs applaudissements, affirma sa conviction de remplir un devoir en rappelant la grande fidélité qui a longtemps présidé aux rapports des deux peuples et en rendant hommage à ceux qui ont prêché le respect permanent de la loi morale; une allusion à la formule nouvelle "Notre vérité vaincra" forgée par celui-là même qui en 1948 remplaça Jan MASARYK au Palais Czernin et que le gouvernement de Prague considère déjà comme un traître, puis une péroraison qui valut à l'orateur une véritable ovation.

Jan MASARYK lui-même, par la bouche d'un de ses compatriotes puis par celle du traducteur, M. HIRSCH, Vice-président de l'Amitié franco-tchécoslovaque, s'adressa alors à l'auditoire: la lecture d'une allocution prononcée à la Radio de Londres, le 6 novembre 1940, à l'intention des Pragois prisonniers d'Hitler, allocution simple mais toute pleine de détails pittoresques et touchants, fut écoutée avec émotion jusqu'à la conclusion qui demeure aujourd'hui encore prophétique: "Nous reconquerrons notre jeunesse, notre joie, notre liberté, notre tendresse slave et notre franc-parler de Pragois, pour nos enfants et les enfants de nos enfants".

L'exécution des hymnes nationaux clôtura cette soirée que la presse parisienne a relatée et qui fait pendant à celle dont l'Amitié franco-tchécoslovaque avait pris l'initiative l'an dernier à l'occasion du Centenaire du Président-Libérateur.

APRES LA FERMETURE DE L'INSTITUT ERNEST DENIS

La pitoyable opération politique à laquelle est consacré notre éditorial et que constitue la fermeture de l'Institut français de Prague et celle des Maisons de France de Brno et de Bratislava fait disparaître de Tchécoslovaquie les derniers centres d'enseignement français dont la création avait suivi de très près la naissance de la République tchécoslovaque.

Nous avons déjà vu mourir, ces années dernières, les écoles maternelles et primaires où tant de jeunes enfants étaient venus, depuis 1919, acquérir les premiers éléments de notre langue. Quant aux Lycées français de Prague et de Brno, dont le premier avait été créé en 1922 et qui, abritant chacun plusieurs centaines d'élèves, avaient été les instruments les plus efficaces de diffusion de notre culture, sapés par la loi sur l'école unique dès les premiers mois du régime communiste et d'abord réduits à leurs seules classes terminales, ils avaient pratiquement fermé leurs portes en 1950.

Dès ce moment, l'Institut français et les deux Maisons de France - le premier ouvert en 1920 et progressivement enrichi jusqu'à l'occupation nazie de sections juridique, économique, scientifique, technique, "normale" et médicale ajoutées à la primitive section littéraire historique et philosophique, les deux autres nées depuis la Libération, en 1947 (Bratislava) et 1948 (Brno) - ne fonctionnaient plus qu'au ralenti. Aujourd'hui, la situation devient parfaitement claire : ces annexes de l'Université de Paris en territoire tchécoslovaque cessent toute activité.

Dès qu'il a eu connaissance des mesures arrêtées par le gouvernement ZAPOTOCKY, le Bureau de "L'Amitié franco-tchécoslovaque" s'est réuni et a chargé son Secrétaire-général d'adresser à l'Ambassadeur de Tchécoslovaquie en France la protestation suivante qui a été reprise, le 15 Avril, par la Radiodiffusion française :

" C'est avec une profonde consternation que les membres de "L'Amitié franco-tchécoslovaque" ont appris la fermeture, par ordre de votre Gouvernement, des derniers centres d'activité intellectuelle française en Tchécoslovaquie, l'Institut français de Prague, les Maisons de France de Brno et de Bratislava.

Tous savent, en effet, que dans ce qui fut la collaboration franco-tchécoslovaque l'élément culturel a toujours tenu une place de choix. Sur le plan des idées, Français et Tchécoslovaques se sentaient singulièrement proches et aucun de ceux qui, en particulier, franchissaient le seuil de l'Institut Ernest Denis ne pouvait ne pas évoquer comme le symbole même de la communauté des sentiments la mémoire du grand historien qui, continuant l'œuvre de PALACKY, travailla si efficacement à développer l'idée nationale parmi vos compatriotes.

Un Institut français, des Maisons de France, foyers de libre discussion, témoins d'un pays où l'on peut encore professer des opinions différentes de celles des gouvernants, n'avaient évidemment plus leur place dans la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui.

"L'Amitié franco-tchécoslovaque" ne peut toutefois pas laisser s'accomplir leur fermeture sans élever la plus vive protestation et sans exprimer ses profonds regrets de voir disparaître - provisoirement espère-t-elle - les meilleurs instruments de compréhension qui pouvaient exister entre nos deux peuples.

C'est en vous demandant de vouloir bien transmettre à votre Gouvernement cette protestation et l'expression de ces regrets que je vous prie d'agréer, etc."

Il n'y a plus désormais de Mission universitaire française en Tchécoslovaquie mais un travail de trente ans, à peine interrompu par la guerre, n'a pas été sans profit pour la Tchécoslovaquie non plus que pour la France et c'est cette certitude qui peut atténuer la tristesse éprouvée aujourd'hui par les membres de "L'Amitié franco-tchécoslovaque".

NOUVELLES BRÈVES

- Notre groupement a été associé à la manifestation d'amitié franco-tchécoslovaque qui s'est déroulée à La Fère le 10 mars avec le concours du Sokol de Paris. Sur l'invitation de la Municipalité et de la Société de gymnastique "La Féroise", notre Comité directeur avait délégué pour le représenter à la brillante Soirée organisée dans les salons de l'Hôtel de Ville le Secrétaire-général, M. BOCHET, dont la brève allocution a été longuement applaudie par un auditoire de plusieurs centaines de personnes.

- "L'Amitié franco-tchécoslovaque" a été également représentée par Mme FOURNIER, Trésorière-générale, aux deux Fêtes folkloriques données à Paris, à l'occasion de Pâques, le 18 mars et le 1er avril, par l'Union des Femmes tchécoslovaques libres en France.

- Sous l'égide de la Revue "Rencontres", le 100e anniversaire de la naissance du peintre Václav BROŽIK, mort à Paris en 1901, a été célébré le 11 mars au Cimetière Montmartre. Signalons, à ce propos, qu'une exposition de dessins de ce maître doit être organisée très prochainement à Prague.

- Le 26 février, le gouvernement tchécoslovaque a rétabli le rationnement du pain et de la farine. Deux jours plus tôt, le Secrétaire général du Parti communiste, M. SLANSKY, s'était élevé avec véhémence contre la pratique de l'engraissement des animaux avec les céréales panifiables et contre les achats inconsidérés de farine, de pain et de pâtisserie.

- De nombreuses déclarations de dirigeants communistes tchécoslovaques et de nombreux articles de presse ont récemment souligné la nécessité de placer dans tous les postes importants des hommes "venus du peuple, dégagés de toute origine et de tout esprit bourgeois". On sait que MM. BYSTRICKY, HOFFMEISTER et OUTRATA, respectivement Ambassadeurs à Londres, Paris et Washington, ont été rappelés à Prague quelques jours avant la dénonciation de Vl. CLEMENTIS comme traître et qu'aucun de ces diplomates n'a repris possession de son poste.

- Quatre Sous-secrétaires d'Etat appartenant au gouvernement tchécoslovaque ont déjà été destitués depuis la fin de février dernier. Le plus récemment frappé est le Sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. SMRKOVSKY, Directeur général des Fermes d'Etat. Celui dont l'arrestation est sans doute la plus significative est le Général PAVEL, Sous-secrétaire d'Etat à la Sécurité nationale, organisateur des Milices ouvrières dont on n'a pas oublié le rôle en 1948.

- Au début de mars, quatre nouveaux chanoines ont été nommés par le gouvernement tchécoslovaque membres du Chapitre de la Cathédrale de Prague en remplacement de dignitaires ecclésiastiques récemment condamnés pour trahison et espionnage. Le 10 mars, un communiqué officiel a, d'autre part, annoncé la mise en résidence surveillée, hors de son diocèse, de Mgr BERAN, Archevêque de Prague. En application des règles du droit canon, le Vicaire général de Prague, Mgr OPATRNY, a démissionné et un Vicaire capitulaire a été élu en la personne du Chanoine STEHLIK - l'un des quatre de la "Tournée" de la semaine précédente - qui assumera désormais la direction du diocèse.

- On sait qu'au cours des mois derniers, cinq évêques catholiques tchécoslovaques ont accepté de prêter serment au régime. Des dépêches de Vienne ont indiqué que, selon des renseignements parvenus dans la capitale autrichienne, quatre d'entre eux, MM. SS. PICHA, TROCHTA, CARSKY et LAZIK, auraient été préalablement torturés par la police politique. Les deux premiers, en particulier, auraient subi des piqures agissant sur les facultés intellectuelles et l'évêque de Hradec Králové, Mgr PICHA, aurait été, en outre, attaché sur un fauteuil tournant à grande vitesse.

- Le Pape a frappé d'excommunication les ministres tchécoslovaques responsables des mesures prises contre l'épiscopat de Tchécoslovaquie.

- D'après les milieux officiels de Prague, 169,544 personnes ont été exclues du Parti communiste tchécoslovaque au cours de l'épuration menée pendant le second semestre de 1950.